



منظمة الأغذية
والزراعة
للأمم المتحدة

联合国
粮食及
农业组织

Food
and
Agriculture
Organization
of
the
United
Nations

Organisation
des
Nations
Unies
pour
l'alimentation
et
l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная
организация
Объединенных
Наций

Organización
de las
Naciones
Unidas
para la
Agricultura
y la
Alimentación

COMITÉ DE LUTTE CONTRE LE CRIQUET PÈLERIN

Trente-neuvième session

Rome, 10 – 13 mars 2009

Expériences avec l'instrument du Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires (CERF) – exemple du Yémen (point 11 de l'ordre du jour)

Introduction

Quand il a été mis en place en 1991, le Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires (CERF) avait pour objet de consentir des prêts à des organisations envers lesquelles un donateur s'était engagé mais qui attendaient le versement des crédits pour commencer leurs activités. La FAO fait à présent appel au CERF en tant que mécanisme de prêt uniquement pour des montants trop importants pour être approuvés par d'autres fonds.

En 2006, le CERF s'est doté de la faculté d'octroyer des dons. La FAO a beaucoup utilisé le dispositif de don et elle est la cinquième organisation bénéficiaire par ordre d'importance. À la fin de 2008, la FAO avait reçu 130 dons d'un montant total de 89,2 millions d'USD au titre d'activités dans 85 pays. Le CERF arrive ainsi au troisième rang de ses bailleurs de fonds pour des projets d'urgence¹.

Il existe deux types de dons: pour des interventions rapides et au titre de crises pour lesquelles les financements sont insuffisants. Les dons de la première catégorie peuvent être déboursés à n'importe quel moment. Les dons pour financement insuffisant sont octroyés deux fois par an, en février-mars et en août-septembre.

La gestion du processus du CERF est un bon exemple de coordination entre de nombreux intervenants. Elle est répartie entre les intervenants suivants, par exemple:

- Le Secrétariat ONU-CERF à New York, les bureaux de pays du Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA) et les participants à des réunions interorganisations.

¹ Les deux premiers sont les États-Unis et l'Union européenne.

- Le Représentant de la FAO et le Coordonnateur des activités d'urgence, travaillant en étroite collaboration avec le Coordonnateur des Nations Unies chargé de l'aide humanitaire et l'équipe de pays des Nations Unies sur les propositions de financement par le CERF, étant donné que toutes les propositions de dons du CERF doivent émaner des pays.
- Un point focal principal, assisté de sept chargés d'opérations et d'autres fonctionnaires si nécessaire, au Siège de la FAO.
- Le réseau s'étend aux chargés d'opérations et aux fonctionnaires de contrepartie sur le terrain, notamment les coordonnateurs des interventions d'urgence. À nos réunions participent souvent des représentants de nos partenaires des divisions techniques, s'il y a lieu.

Un bilan positif

La disponibilité immédiate des fonds du CERF en situation d'urgence est un facteur important pour le bon déroulement d'une intervention dans les premiers jours et semaines, qui sont critiques. L'impact du financement du CERF lors d'une infestation du criquet pèlerin au Yémen en est un exemple des plus manifestes. Une évaluation de la situation acridienne effectuée en mai 2007 a révélé qu'il s'agissait de la plus grave infestation que le pays avait connue en 15 ans. En l'absence de lutte, les essaims de criquets pèlerins non traités auraient pu gagner vers la fin de l'été les régions montagneuses et les plaines côtières de la mer Rouge et du golfe d'Aden, ce qui aurait eu des conséquences dramatiques sur la sécurité alimentaire et les moyens d'existence sur le plan national. Une contribution importante du CERF en temps utile a permis d'organiser rapidement une campagne de lutte antiacridienne.

Les crédits du CERF ont été reçus moins d'une semaine après la signature de l'accord conclu avec le Fonds. Ainsi, la FAO a pu réunir des ressources nationales et internationales et acheter le matériel et les fournitures nécessaires sans attendre. Toutefois, l'un des principaux intrants, à savoir les pesticides, n'était pas disponible sur le marché international dans les quantités nécessaires, du fait d'une grave pénurie mondiale. Les fonds du CERF, l'assistance du Programme alimentaire mondial (PAM) et un remarquable esprit de coopération entre les gouvernements du Yémen, qui avait besoin des produits, et de la Mauritanie, qui en avait un excédent, ont néanmoins permis de livrer immédiatement les pesticides par voie aérienne et d'éviter tout retard du démarrage des opérations. Plus de 30 000 hectares de terres ont été traités et, en moins de trois mois, le pays s'était débarrassé en grande partie de ses criquets pèlerins.

La FAO a une longue expérience des opérations de lutte antiacridienne, mais l'évaluation technique de ce projet confirme que c'est la première fois que tous les facteurs nécessaires ont été réunis dans l'intervalle de temps critique très court disponible pour le mener à bien.

Le projet a en outre permis de réduire les risques pour l'environnement que faisait peser en Mauritanie la présence d'importants stocks de pesticides résiduels de la campagne antiacridienne 2003-2005.

Expériences positives relatives à des financements du CERF dans d'autres pays

En de nombreuses occasions, les crédits du CERF ont été décisifs pour que la FAO puisse intervenir dans des situations de crise. Par exemple, en Ouganda, ils ont permis à la FAO et à des partenaires d'acheter sans délai le matériel végétal nécessaire au début de la période des semis, qu'il n'aurait pas été possible de se procurer autrement. Cela montre à quel point il est nécessaire de coordonner attentivement les financements disponibles en fonction des périodes de semis.

La rapidité de la mise à disposition des crédits du CERF a particulièrement bénéficié aux projets de lutte contre la fièvre de la vallée du Rift, au Kenya et en Tanzanie. Cette maladie représente une menace pour les animaux, la vie humaine et les moyens de subsistance. Des équipements de laboratoire très divers ont été fournis à des vétérinaires, qui ont ainsi pu diagnostiquer rapidement cette maladie mortelle et mettre en place des mesures de lutte dans des délais très courts.

Au Burundi, les crédits du CERF ont permis à la FAO de distribuer 1,7 million de boutures de manioc saines et des engrais à 100 000 ménages, et ainsi contribué à compenser les pertes dues à la mosaïque du manioc, qui menaçait d'avoir de lourdes conséquences sur la disponibilité d'aliments. Dans les provinces déjà affaiblies suite à un long conflit et plusieurs années de précipitations insuffisantes, 10 000 autres ménages ont reçu des semences grâce à des financements du CERF.

En République démocratique du Congo, la longue période d'insécurité liée à la crise sociopolitique qu'a traversée le pays avait anéanti la capacité de production vivrière de milliers de familles. Grâce au financement fourni par le CERF, la FAO a pu remédier à la pénurie de matériel végétal et d'outils agricoles et à l'importante détérioration du réseau routier.

En 2007, Madagascar a souffert d'une série de cyclones et de tempêtes tropicales, qui ont provoqué des inondations touchant de nombreuses zones habitées et cultivées dans tout le pays. Ces catastrophes naturelles ont détruit par endroits 80 pour cent des récoltes vivrières. Une intervention à l'aide de financements du CERF a permis de distribuer des semences de qualité au bon moment pour la deuxième période de semis. Plus de 60 000 ménages en ont bénéficié.

Questions à traiter ultérieurement

Étant donné l'importance du CERF comme source de financement pour la FAO, nous continuons à travailler avec nos collègues des divisions techniques, les fonctionnaires de contrepartie d'autres organisations du système des Nations Unies et le secrétariat du CERF pour améliorer le fonctionnement du Fonds. Les problèmes suivants, entre autres, seront abordés prochainement:

- Évaluation de l'impact des dons du CERF sur les objectifs du projet,
- Examen de l'éventuelle intégration des dons dans une approche axée sur les programmes nationaux ou régionaux plutôt que sur des projets pris individuellement,
- Examen des procédures à l'échelle du système, y compris les critères de secours vital, l'établissement de rapports financiers et de descriptifs et un protocole d'accord général applicable à l'ensemble du système.